

CIBLE

Depardieu

Quant au phénomène de l'abstention, *Marianne* rapporte un propos de Gérard Depardieu : « *Je n'ai jamais voté. Je ne me sens pas français. Mon pays, c'est le monde* ».

Tiens donc ! Le célèbre acteur se croit libre de toute appartenance et se donne joliment en se déclarant citoyen du monde. Il confond l'humanité, point commun de toutes les personnes, et la citoyenneté qui suppose l'existence d'un État reconnu par les citoyens et les reconnaissant.

Gérard Depardieu est français, tant qu'il n'a pas renoncé à sa nationalité au profit d'une autre. Même s'il ne vote jamais, il se désigne comme français par la langue qu'il parle, par la culture qu'il fait vivre au cinéma. Il est français par ce qu'il doit au peuple qui l'a reconnu comme grand acteur, à l'industrie cinématographique – aidée par l'État – qui a assuré sa réputation internationale. Prenant la pose de l'ami du genre humain, Gérard Depardieu insulte les ouvriers qui le font vivre et le public qui l'aime.

Il n'y a pas de quoi se vanter.

JAPON

Leçons d'un désastre

Décroissance

Le parti de l'escargot

p. 6-7

Idées

Jean-Claude Guillebaud

p. 9

Courrier

C'est vous qui le dites...

Dieu et mon passe-droit !

Depuis des années, l'enseignement des langues étrangères n'est plus obligatoire en Grande-Bretagne avec pour conséquence première que les Britanniques sont aujourd'hui sous-représentés dans l'administration européenne ; à hauteur de 5 % au regard d'une population représentant 12 % du total de l'Union. Alors, sans vergogne, David Cameron, le Premier ministre britannique, demande au président de la Commission européenne, M. Barroso, une « petite » discrimination positive ! Cette demande de privilège consiste en une dispense pour les Britanniques des épreuves obligatoires en langues étrangères aux différents concours de recrutement des fonctionnaires de l'administration européenne.

Ben voyons, elle n'est pas belle la vie en anglais ! Les Britanniques seraient ainsi les seuls fonctionnaires européens monolingues, cela leur rappellerait le « bon temps » du *Rule, Britannia !* et pour M. Barroso, il s'agit d'une option possible ! Oublier le principe d'égalité d'accès aux emplois publics, oublier l'ouverture aux autres, il doit s'agir ici de lutter contre les entraves inacceptables à la libre hégémonie de l'anglais !

L'apprentissage des langues étrangères semble bon pour tout le monde sauf pour les Britanniques. La diversité linguistique dans les institutions européennes est main-

tenant un artifice pour citoyens béats ou complaisants à l'heure où l'anglais est la langue d'origine de plus des trois-quarts des documents provenant de la Commission (moins de 10 % pour le français et moins de 3 % pour l'allemand).

Les Britanniques jouent sur du velours avec des dirigeants notamment français, comme Mme Lagarde, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie qui ne parle qu'en anglais lorsqu'elle représente la France à l'Euro-groupe ou au conseil des ministres des Finances européens. C'est vrai que Waterloo est proche de Bruxelles ; Waterloo, le jour où la France a touché terre des deux épaules selon une formule attribuée à Louis XVIII.

La devise du Royaume-Uni devrait être maintenant « Dieu et mon passe-droit » !

**Marc Favre d'Échallens
Kosovo**

Dans son article *Martine au Caire* (*Royaliste* n° 987) l'auteur porte une grave atteinte aux Albanais du Kosovo, oubliant volontairement les massacres qu'ils avaient subis sous Milosevic dirigeant de l'ex-Yougoslavie condamné par tout le monde. Au lieu de se baser sur des faits réels (le rapport Marty a été dénoncé par les instances européennes) l'auteur se base sur l'étude de Jean-Arnault Derens dont tous les ouvrages sont écrits avec un sentiment ouvertement anti-albanais. Non l'État albanais du Kosovo n'est pas dirigé par une bande de criminels comme l'auteur

l'affirme dans son article. Regretter l'ex-Yougoslavie (État artificiel qui fut créé arbitrairement par le Congrès de Versailles) me semble une grave lacune dans la connaissance de l'histoire des peuples et de leurs droits légitimes à l'autodétermination.

Skender Zogu

Mercredis de la NAR

Au moment où je souscris pour la première fois un abonnement à *Royaliste* après avoir bénéficié pendant quelque temps à ma demande d'un service d'essai gratuit, je tiens à vous dire combien j'ai trouvé passionnante votre réunion du mercredi consacré à la situation en Afghanistan. Je partage entièrement votre jugement exprimé à ce sujet dans l'article de votre blog, article auquel les propos de jeunes intervenants ayant une expérience du pays ont apporté à mes yeux des compléments réellement enrichissants.

Si vous m'autorisez à exprimer un regret, c'est que la nature concrète des actions du corps expéditionnaire français sur le terrain n'ait pour ainsi dire pas été évoquée. Je suis très frappé par le *black out* médiatico-gouvernemental qui entoure ces opérations. Les seuls comptes-rendus régulièrement fournis à l'opinion publique consistent 1) en l'annonce en général succincte de la mort de militaires français, et 2) dans la réaffirmation immédiate que la France poursuivra son intervention aussi longtemps qu'elle le jugera nécessaire (sans doute faut-il comprendre aussi longtemps que les États-Unis le jugeront utile).

Ce rituel me paraît bien insuffisant. Je suis étonné que l'opinion publique ait l'air de s'en contenter. Je souhaiterais personnellement savoir dans quel genre de combats nos soldats sont engagés, et combien ces combats font éventuellement de victimes pas seulement parmi eux, mais aussi du côté afghan (et, dans ce cas aussi, qui sont ces victimes tuées en notre nom à tous). Je n'ai

pas soulevé ce point lors de la réunion, car je ne voulais pas perturber le déroulement encore une fois captivant de ce que j'entendais par ailleurs. Mais j'aimerais que la question soit à l'occasion un jour soulevée.

[NDLR – Le Mercredi de la NAR du 18 mai prochain sera consacré à l'aspect militaire de l'engagement de la France en Afghanistan].

Pour le reste, j'ai un peu sursauté en lisant votre article sur *Une femme du XXI^e siècle*, (*Royaliste* n° 984) car j'ai le sentiment que le Front National (dont je n'ai jamais eu, il est vrai, qu'une vue totalement extérieure) ne doit pas se résumer à la personne de Marine Le Pen. Sans mettre en cause votre jugement, je crains qu'elle soit amenée à prendre en compte, à l'usage, certaines peu ragoûtantes pesanteurs internes. Enfin, d'accord, affaire à suivre.

M.C. (Orne)

Les rois pourquoi pas ?

On nous dit et nous constatons que cela bouge (enfin !) dans le monde arabe. Qui s'en plaindrait ? Toutefois et l'exemple tunisien est criant sur ce point, nous voyons également que des dizaines d'années de pouvoir corrompu et sans partage rendent difficile une légitimité quelconque de quiconque à assurer une transition véritablement démocratique. Or, nombre des ces pays (Tunisie, Égypte, Libye notamment) ont la chance de disposer d'une famille royale, ayant au moins une légitimité historique et de la hauteur par rapport au borbier. Pourquoi ne pas intégrer plus cette dimension dans le débat de la conquête enfin de la démocratie et de l'État de droit ? La seule alternance pacifique et rassembleuse me semble pourtant dans le recours urgent à ces rois. On voit bien le résultat désastreux qu'a donné l'ignorance de cette solution pour l'Irak.

G.L. (Bouches-du-Rhône)

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTIN MICHOUX

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Aggression - De Reykjavik à Madison - p.4 : Réflexion sur une catastrophe - p.5 : Islamophobie - p.6/7 : Le parti de l'escargot - p.8 : Royalisme de gauche ? - Diriger avec Aristote - p.9 : Haine de la Chair ? - p.10 : A la cour et à la ville - Spirou - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Les jours d'après.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.33.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

De Reykjavik à Madison

Dans les grands médias, vous ne trouvez pas grand chose sur les événements qui secouent le Wisconsin ou sur le mouvement social en Grèce et rien sur l'Islande. Qu'importe, les informations et les documents vidéo circulent sur la Toile et maintiennent l'esprit de mobilisation.

L'Islande, voilà une île qui n'existe pas dans les médias. Trop petite ? Trop éloignée des grandes métropoles ? Surtout trop embarrassante. Pensez donc : un mouvement social, démocratique, national, provoqué par un énorme scandale financier et qui trouve son aboutissement dans un changement radical d'orientation politique ! On a oublié les manifestations de rue qui ont provoqué la chute du gouvernement de droite et une victoire de la coalition de gauche à la suite des élections législatives de 2009. On ne veut surtout pas se souvenir que le nouveau gouvernement a organisé un référendum sur la question de la dette, suite au refus du président de la République de ratifier la loi assurant le remboursement de 3,5 milliards d'euros au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. A 93% des suffrages, les Islandais ont voté le refus du remboursement. Voilà qui devrait être source d'inspiration pour les partis membres de l'Internationale socialiste et pour les gaullistes fidèles au principe constitutionnel d'indépendance de la nation.

Mais les socialistes grecs - entre autres - préfèrent se soumettre aux diktats ultra-libéraux et faire face à une colère qui va croissant sans que les grands médias français daignent nous en informer.

Pourtant, la Grèce a connu le 23 février une nouvelle journée de grève générale et de manifestations (1) contre les mesures exigées par la *troïka* (FMI, Union européenne, BCE) et qui conduisent « à retirer un à un tous les droits et les acquis des travailleurs et de la société, pour satisfaire aux exigences des prêteurs, des spéculateurs, des banquiers et des patrons » comme le disent justement les syndicats.

Cette violence exercée contre tout un peuple est d'autant plus insupportable que les mesures d'austérité adoptées l'an dernier ont complètement échoué : récession sévère, 20 % de la population astreinte au chômage ou au travail à temps partiel, un pays soumis aux prédateurs étrangers sans que la question de la dette soit en voie de règlement. Pourtant, la presse grecque annonce une nouvelle saignée qui affectera les fonctionnaires, les retraités, les employés chargés de travaux pénibles, les familles nombreuses... Pas d'autre solution que de faire plier le gouvernement à la manière islandaise.

Pour se donner du courage, les Grecs peuvent regarder sur Internet les vidéos (2) montrant la révolte populaire qui secoue le Wisconsin. Là encore, nos médias, qui donnent volontiers dans l'américanolâtrie, sont d'une

discretion de violette. Pourtant, le mouvement est spectaculaire : une foule considérable de fonctionnaires et de citoyens solidaires s'est révoltée contre le gouverneur républicain qui présentait un projet de loi détruisant les droits des fonctionnaires de l'État fédéré. Le Capitole a été occupé par les manifestants, la police a refusé de les expulser tandis que les élus démocrates allaient se réfugier dans l'État voisin pour que le quorum ne soit pas atteint. La loi a cependant été votée par une manœuvre très contestable, ce qui a grossi les rangs des manifestants qui continuent le combat à l'heure où j'écris. Plusieurs observateurs ont souligné que le Wisconsin était en proie à un phénomène inattendu de lutte des classes doublé d'un violent conflit politique entre les démocrates et le *Tea party*.

Les Français sont pour le moment spectateurs de ces tensions. Le gouvernement tente de les distraire par des déclarations provocantes contre les immigrés et les musulmans mais il ne pourra pas échapper au débat sur la situation économique et sociale en raison de la crise de la zone euro et des moyens employés pour y faire face : comme d'habitude, faire payer les salariés modestes pour sauver les banques et retarder l'explosion. Plus personne n'est dupe.

Sylvie FERNOY

(1) <http://www.youtube.com/watch?v=qzPnYc5IoKo>

(2) http://www.youtube.com/watch?v=gcDnKQul_c8

<http://www.youtube.com/watch?v=LS1vgdYsQgI&feature=fvsv>

Agression

Ceux qui n'avaient rien d'autre à faire le soir du 13 mars ont pu voir le reportage d'une équipe qui a suivi pendant un an Dominique Strauss-Kahn, pour nous persuader que le directeur du FMI est assez simple pour cuire lui-même de la viande dans sa cuisine.

Cette opération de propagande prêterait à rire si DSK n'avait pas agressé le peuple grec en des termes parfaitement choisis quant à la vulgarité : « *La réalité, c'est que ces gens-là, ils sont dans la merde. Et y sont gravement. Ils ont beaucoup bricolé, ils savent très bien qu'ils ne paient pas d'impôts, que c'est un sport national de ne pas payer d'impôts en Grèce, que ça truande un maximum.* »

Ce passage a bien entendu été repris en Grèce et la popularité du FMI a encore augmenté. Si l'expert en truandage pose le pied à Athènes, il sera, n'en doutons pas, accueilli avec toute la chaleur dont le vaillant peuple hellène se montre capable. Les Français pourront quant à eux méditer sur deux manières d'être vulgaire en politique.

Il y a la vulgarité sarkozienne, primaire, mêlant la flatterie et l'offense, démagogique mais certainement pas populaire comme on le voit dans les réactions de l'opinion publique.

Il y a la vulgarité strausskhanienne, mondaine, qui est le fait d'esprits qui se croient supérieurs et qui vous font la grâce de se mettre à votre niveau, quand ils vous reçoivent dans leur cuisine. Il n'y a pas flatterie, mais condescendance.

Si nous passions de Sarkozy en DSK, nous ne ferions que changer de vulgarité mais ce serait le toujours même mépris.

Angélique LACANE

Réflexion sur une catastrophe

Comment raison garder, à chaud, devant l'ampleur de la catastrophe humaine et ses images effroyables, et analyser ce qui se passe au Japon ?

Une telle série de drames rend presque impossible une analyse approfondie, et il faudra des mois avant de pouvoir se faire une idée correcte de la situation. Mais puisqu'on ne peut pas non plus attendre sans se poser des questions sur le nucléaire mondial, et avant de savoir comment les choses vont finir, essayons tout de même de donner des voies pour orienter nos réflexions futures, à froid.

Le premier point à garder en mémoire, c'est que ce séisme est le plus fort enregistré au Japon depuis un siècle, et probablement, du fait du tsunami qui a suivi, le plus cataclysmique de l'histoire du pays. Alors on peut souligner, au-delà des dévastations que l'on a pu voir, l'extrême résistance des infrastructures dans les régions soumises au séisme. Il y a bien catastrophe humaine et naturelle, mais étonnamment réduite eu égard à un tremblement de terre de magnitude 9, c'est-à-dire presque mille fois plus puissant que celui (magnitude 7) qui a détruit Port-au-Prince ! Qu'il soit resté quelqu'un de vivant après ce séisme montre à quel point les technologies antisismiques sont efficaces et combien le Japon est préparé à ces cataclysmes : dix ou vingt mille morts, pour dramatique que cela soit, cela tient du miracle : il y a cinquante ans le bilan aurait plus probablement approché le demi-million. Kanto, en 1923 au Japon, pour une magnitude de 8,3 (20 fois plus faible) a dénombré près de 150 000 morts.

Le deuxième, qui en est la conséquence directe, c'est que, quoi qu'on en dise, les centrales nucléaires ont bien tenu. Cela peut paraître provocateur voire indécent de le

signaler, mais sur la quinzaine de réacteurs nucléaires ayant subi le séisme dans la région Nord-Est du Japon, seuls quatre, les plus exposés au tsunami, ont mené à des catastrophes majeures. D'un point de vue froidement technique, ces centrales ont montré une résistance remarquable.

Mais du fait de l'extrême violence du séisme et du tsunami, il est probable que rien n'aurait pu empêcher la catastrophe technique et humanitaire. Maintenant le Japon et le monde doivent bien sûr se demander : les centrales étaient-elles bien construites, bien situées et bien entretenues ? Doit-on continuer à développer la filière nucléaire, puisqu'une telle catastrophe peut arriver, même avec une probabilité infime ? Là-dessus, hélas, nous aurons entendu tout et son contraire.

Or quand ceux qui déclarent « en France on a les centrales les plus sûres du monde » sont ceux-là même qui avaient affirmé que le nuage de Tchernobyl n'avait pas survolé le pays, on est en droit de ne pas en croire un mot. Quand d'autres (en Suisse, en Allemagne) stoppent soudain tout développement de leurs parcs nucléaires, on peut aussi se poser des questions : quoi ? Ils ont attendu une catastrophe

pour prendre ce genre de décision ? Cela veut-il dire qu'ils n'avaient aucune idée des risques, et que jusque là tout fonctionnait à l'insu de leur plein gré ? Quand les pro et les antinucléaires s'écharpent sur des risques possibles sans remettre la catastrophe de Fukushima dans son contexte, on ne peut qu'y voir de la mauvaise foi de part et d'autre.

Enfin une fois de plus la caisse de résonance Internet fait vivre le citoyen-spectateur dans la grande trouille irrationnelle et permanente, qui mêle à parts égales et sans rien relativiser les cataclysmes, les terroristes, le changement global, le voisin, l'étranger, le nucléaire, la Bourse, les graisses saturées, le H1N1, le vaccin du H1N1, le tabac, Kadhafi, les immigrants, bref tous ces faits-divers lointains qui nous fascinent. Notons en passant que notre gouvernement favorise et instrumentalise cette propension à l'angoisse. Comment le croire, dans ces conditions ?

Alors, le nucléaire : dangereux ou pas ? La question ainsi posée n'a pas de sens, et l'on peut y répondre aussi bien par oui que par non. Tout est affaire d'échelle et de situation : oui, quand il y a une

catastrophe il est extrêmement dangereux d'être auprès d'une centrale ; non en temps normal le nucléaire n'est pas dangereux. En comparaison, si le pétrole l'est beaucoup moins en cas de crise, il l'est tout le temps : mais qui se soucie de l'espérance de vie le long des côtes du Nigeria et du Cameroun, soumises à une perpétuelle marée noire ?

La vraie question est : nous, citoyens ou sociétés, sommes-nous capables de réduire notre consommation énergétique à un point tel qu'il n'y aura plus besoin de construire de centrales par nature dangereuses ? La réponse étant non dans l'état actuel de nos sociétés, la conclusion est que la production d'énergie, avec ses dangers, doit être maintenue à tout prix, y compris celui d'un Fukushima. Pas besoin de referendum pour savoir que nos sociétés sont fondées sur l'énergie abondante et que réduire la production sera infiniment plus meurtrier que n'importe quelle catastrophe : mourir de faim du fait de l'effondrement de l'agriculture ou mourir irradié, quelle différence ?

Et dans ces conditions, à l'échelle d'un pays ou de la planète, la filière du nucléaire est probablement une alternative aussi sûre, voire plus, que la filière des hydrocarbures (1). Encore faut-il suivre les règles, et ne pas essayer de faire des économies criminelles sur les normes de sécurité. De ce point de vue, et puisque l'on peut se poser des questions sur la sincérité des différentes parties, un audit des centrales dans le monde doit en effet être exigé. Il faudra aussi certainement réévaluer les parts que prennent chacune de ces filières y compris les autres sources, solaires, éoliennes, etc. et les rééquilibrer, sachant que toutes présentent des risques, à des niveaux différents.

François VILLEMONTAIX

(1) Voir *Royaliste* n° 961, pp. 6-7, « Après Copenhague – Repenser l'écologie ».

Islamophobie

Le débat public sur l'Islam en Europe et aux États-Unis intervient à un moment de grande effervescence dans le monde arabe, proche (Afrique du Nord) ou lointain (Moyen-Orient).

L'islamophobie existe. Elle s'est installée, voire incrustée dans nos sociétés occidentales. Elle est là pour durer comme à d'autres périodes de notre longue Histoire. Le mouvement est en marche. Il aurait pu être arrêté ou du moins freiné par des actes politiques clairs. Il ne l'a pas été. Il poursuit désormais sa course, hors de tout contrôle. Il n'est pas propre à la France ni à une république laïque. L'Allemagne, les Îles britanniques, les Pays-Bas, l'Italie, les États-Unis - quel que soit le système religieux ou les relations entre religion et politique - sont concernés. Partis les derniers, les Américains ont déjà fait très fort avec des auditions de la commission de la sécurité nationale de la Chambre des représentants.

Les arguments sont connus de part et d'autre. Ils n'évolueront pas puisqu'ils relèvent de l'idéologie. En revanche, s'ils ne sont guère susceptibles de changement à l'intérieur, ils sont sensibles à l'actualité extérieure. L'islamophobie étant devenue internationale, la conjoncture dans les pays musulmans, les conflits, le terrorisme, ne sont pas sans avoir un impact. Celui-ci est néanmoins difficile à décrypter.

Les dernières révoltes populaires en Tunisie, en Libye, en Égypte et ailleurs, marquées du sceau de la démocratie, des réformes, des droits, et non de l'islamisme militant, n'ont pas arrêté les auditions du

Congrès américain ni les débats de l'UMP. Au contraire, elles ont pu servir d'encouragement pour vilipender les structures de pouvoir de type califal encouragées par l'Islam. En Afrique du Nord, l'appétit de réformes s'étend à la vie civile, et donc là aussi la critique de l'Islam est bienvenue, à travers ses dispositions juridiques jugées archaïques et barbares (Charia).

Débarrassé dans les pays qui auront fait leur révolution de ses aspects institutionnels et juridiques les plus contestables, l'Islam sera-t-il plus assimilable ? C'est passer à côté de l'essentiel, qui est l'état de guerre non déclaré au plan international entre Islam et Occident. Si à l'Ouest, c'est l'immigration que l'on redoute des troubles survenus au Maghreb, problème récurrent, qui changerait de dimension mais non de nature, à l'Est, c'est la crise pétrolière sans doute, mais aussi la prise de pouvoir à La Mecque par de nouveaux guerriers ennemis. On dit souvent que les révoltes arabes de cette fin 2010/début 2011 n'avaient pas été prévues par les chancelleries occidentales.

En revanche, celles-ci ont bien en tête ce qui se passerait en Arabie saoudite si la dynastie saoudienne venait à être renversée. Il y a quelques années déjà, un hebdomadaire britannique influent avait projeté cet événement en 2011, sans doute pour le dixième anniversaire des attentats de

New York. Si des changements devaient intervenir dans le Royaume wahhabite, ce ne serait pas, contrairement au pourtour de la Méditerranée, dans un sens plus éclairé ou plus ouvert, mais notoirement intégriste, inspiré d'Al-Qaïda. La Djihad deviendrait alors une réalité étatique.

L'intervention de l'armée saoudienne à Bahreïn au nom du Conseil de Coopération du Golfe vise une révolte chiite, plus de 80 % des habitants de l'îlot étant chiites. L'Arabie saoudite ne se prive d'ailleurs pas depuis longtemps de réprimer étroitement son importante minorité chiite riveraine du Golfe et des principaux champs pétrolifères. La menace ici est iranienne.

Le Royaume a toujours su habilement jouer des deux tableaux, iranien et intégriste, pour se présenter aux yeux du monde occidental comme le moindre mal. Les musulmans du monde entier, qui se tournent cinq fois par jour en principe vers La Mecque et s'efforcent de s'y rendre au moins une fois dans leur vie, ne peuvent être indifférents à ce qui s'y passe. Les uns et les autres ont tenté d'ouvrir un dialogue. Il n'a jamais vraiment progressé en dépit des discours de Sarkozy, d'Obama ou du prince Charles d'Angleterre, et de ceux en retour du roi Abdallah. La réévaluation actuelle de l'Islam en Occident fourmille de calculs politiques. Mais il est aussi la conséquence de cela : rien n'a jamais avancé au plan international. Pourquoi ? Suite au prochain numéro.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ITALIE** - L'Italie vient de célébrer le 150^e anniversaire de son unification. À cette occasion le prince Emmanuel-Philibert, petit-fils de Umberto II, dernier roi d'Italie, et futur héritier du trône des Savoie a déclaré : « *Il y a d'énormes divisions mais le désir d'être une nation unique reste là, malgré les polémiques dans le nord du pays* » faisant allusion aux visées indépendantistes de la *Ligue du Nord*. Le prince, en compagnie du président de la République, Giorgio Napolitano et du chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, est allé s'incliner au Panthéon de Rome sur la tombe de son aïeul Victor-Emmanuel II.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** - Au nom de la reine Élisabeth II, le prince William, deuxième dans l'ordre de succession au trône, a effectué une visite en Nouvelle-Zélande et en Australie pour apporter son réconfort aux sinistrés victimes des récentes catastrophes naturelles dans le pays. Il a visité en Nouvelle Zélande les ruines de Christchurch, frappée par un séisme ayant fait au moins 180 morts en février. Puis c'est en Australie où il a présenté au nom de la reine ses condoléances aux familles de la trentaine de victimes du cyclone et des inondations.

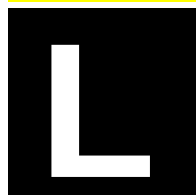
♦ **ARABIE SAOUDITE** - Le roi Abdallah a annoncé un nouveau (le deuxième en un mois...) train de mesures d'aides sociales pour prévenir les tensions dans le royaume. Ces mesures visent les chômeurs, le secteur de l'habitat et celui de la santé. Le roi Abdallah a également assuré que les forces de sécurité étaient prêtes à faire face à « *tous ceux qui envisageraient de porter atteinte* » au royaume. Le roi a également décidé la création d'un comité de lutte contre la corruption.

♦ **LIBYE** - Le prince héritier du trône de Libye, Mohammed al-Senoussi, 51 ans, a déclaré : « *La résolution de l'ONU pour protéger les civils de la Libye est la plus grande nouvelle que notre nation a entendue depuis des décennies* » ajoutant : « *L'engagement de la communauté internationale pour nous aider à parvenir à la paix et la liberté en Libye va réussir, j'espère et je prie pour que cette journée arrive bientôt* ». Le prince s'est déclaré en contact permanent avec « *ses compatriotes dans le pays, avec les tribus et avec le Conseil national de transition à Benghazi* ».

De son côté, la Conférence Monarchiste Internationale (CMI) a publié un communiqué qui « *appuie sans réserve le soulèvement du peuple libyen et salue sa volonté affichée de renouer avec ses traditions monarchistes et la modernité politique incarnée par SAR le Prince Sidi Muhammad al-Sanussi* ».

♦ **MAROC** - C'est flanqué de son fils le prince héritier Moulay Hassan (8 ans) et de son frère Moulay Rachid (41 ans) que le roi Mohammed VI a prononcé le 9 mars dernier un discours qualifié d'« *historique* » par tous les commentateurs. Il a ainsi annoncé l'ouverture d'un vaste chantier de réforme constitutionnelle, ainsi que la mise en place de la régionalisation avancée. Les sept points principaux de cette réforme répondent à la majorité des demandes exprimées par les Marocains ces dernières semaines. Moins d'une semaine plus tard le roi a mis en place la commission de constitutionnalistes chargés, pour la fin juin, d'élaborer les textes qui seront ensuite soumis à référendum.

Le parti de l'escargot



Une crise économique et financière a provoqué le retour en force du thème de la « décroissance » qui puise dans le courant critique des années soixante – Jacques Ellul, Ivan Illich – et qui se présente comme alternative au productivisme.

Nous avons demandé à deux économistes d'analyser la doctrine des « décroissants » : Marc Prieto, docteur en sciences économiques, qui enseigne à l'École supérieure de commerce d'Angers, et Assen Slim, docteur en sciences économiques et maître de conférences à l'INALCO.

■ **Royaliste : La décroissance est à la mode. Est-ce que cela correspond à une tendance observable dans la population ?**

Assen Slim : Selon les études d'opinion publiées il y a quelques années, les Français souhaitaient à 60 % consommer labellisé. La tendance s'est aujourd'hui retournée et la majorité des Français souhaite consommer moins. Dans le même temps, les mouvements pour la décroissance ont acquis de la popularité - alors que la plupart des économistes ne voulaient pas entendre parler de ces thèmes.

Marc Prieto : Les économistes considèrent que l'augmentation de la consommation permet une amélioration du bien-être. La décroissance bénéficie de la prise de conscience générale des effets ravageurs de la pollution et du réchauffement climatique qui est maintenant une donnée reconnue - à quelques exceptions près. Le développement économique tel que nous l'avons connu depuis la Libération aboutit à une impasse

écologique sans que les inégalités (pauvreté au Nord, misère au Sud) en soient réduites pour autant.

Assen Slim : Il faut aussi évoquer la notion de développement durable. La conférence de Rio en 1992 manifeste une prise de conscience internationale qui débouche sur cette notion et conduit à la définition de trois cercles - économique, environnemental et social. Mais les objecteurs de croissance contestent cette conception du développement durable.

Marc Prieto : Les objecteurs de croissance disent qu'on ne peut inverser la tendance que si on change très profondément nos comportements. Ils récusent la *religion de la croissance* économique qui est selon eux la cause des problèmes actuels. C'est sur cette idée que des associations se sont créées. Nous avons examiné leurs thèses en économistes tout en faisant un effort maximum d'objectivité. On les présente souvent dans les médias

comme des partisans du retour à la charrette, du retour à la campagne - en somme comme des marginaux faisant du compost dans leur appartement ou vivant dans une yourte à la montagne.

■ **Royaliste : Comment dépasser ces clichés ?**

Marc Prieto : Il faut examiner successivement le concept de décroissance, la question de la consommation et la question du passage de la société de croissance à la société de décroissance.

La décroissance n'est pas de la **croissance négative**, ce n'est pas l'inverse de la croissance mais une *a-croissance* : c'est une invitation à réorganiser nos sociétés autour d'un autre idéal. Le thème de la décroissance inclut une critique radicale de la société de consommation de masse.

Assen Slim : Il y a néanmoins une ambiguïté. Les objecteurs de croissance ne forment pas un mouvement unifié, chaque auteur exprime sa propre sensibilité et parfois

change d'avis d'une année sur l'autre. Paul Ariès disait que la décroissance était le contraire de la croissance puis il a écrit qu'on pouvait avoir une société de décroissance avec un PIB en hausse. D'autres ne changent pas d'avis et estiment qu'il faut maintenir une décroissance du PIB parce que l'augmentation de la croissance n'implique pas nécessairement une augmentation substantielle de la qualité de vie. Par exemple, le niveau de vie à Cuba est la moitié de celui des États-Unis alors que l'espérance de vie est la même dans les deux pays. La qualité de vie n'est pas proportionnelle à la richesse accumulée.

Marc Prieto : Il est vrai qu'on ne peut pas tout mesurer par le PIB comme on a tendance à le faire. En 2008, une commission composée de pas moins de cinq prix Nobel d'économie a remis un rapport au président de la République afin d'introduire de nouveaux indicateurs de richesse. Mais les objecteurs de croissance ne sont pas convaincus par cette volonté d'amélioration : pour eux, c'est l'indicateur de croissance en tant que tel qui est la source des maux.

Assen Slim : Je dois dire que nous avons été un moment séduits par la logique des objecteurs de croissance : ils disent que le capitalisme pousse à la croissance folle ; cette croissance est la source de tous les maux que nous subissons - pollution, fatigue, isolement. Il faut donc tout

arrêter et entamer le processus de décroissance. C'est limpide !

■ Royaliste : La décroissance implique-t-elle un arrêt de la consommation ?

Marc Prieto : Non. Mais on nous invite à adopter de nouveaux comportements : le premier, c'est la simplicité volontaire : on fait le choix entre les consommations indispensables et le superflu - par exemple la télévision et l'automobile.

Assen Slim : Nous avons fait le catalogue du bon décroissant dans notre livre : il faut aussi éviter de prendre l'avion, aller voir ses amis plutôt que de leur téléphoner, manger les productions locales, ne pas acheter de fruits hors saisons, recycler soi-même ses propres déchets, pratiquer l'autoproduction et échanger ses produits avec ses voisins, redécouvrir la lenteur, redéfinir collectivement l'usage des biens en faisant par exemple la différence entre l'eau qu'on boit et l'eau pour laver la voiture, avec taxes appropriées à ces bons et mauvais usages. Ce qui conduit à une réflexion sur la gratuité : les biens indispensables seraient gratuits et les choses non-utiles seraient payantes.

Marc Prieto : Reste à savoir comment on fait pour passer à la décroissance. Or nous avons trouvé peu d'éléments pertinents sur la question de la transition entre le mode actuel de développement et une société de la décroissance : quelles étapes de transition socio-économique ? Existe-t-il des méthodes démocratiques permettant d'accomplir ce changement ?

La première idée qui vient à l'esprit, c'est de réformer progressivement l'économie par une nouvelle réglementation étatique. Mais tel n'est pas le choix des objecteurs de croissance. Ceux-ci comptent sur l'émergence d'initiatives locales : dans les quartiers, dans les rues, à la campagne, les gens vont s'organiser pour autoproduire et pour se substituer progressivement au système d'échanges marchands. Ils finiront par s'en affranchir car les initiatives locales remporteront de tels

succès que les grandes surfaces connaîtront le déclin...

Assen Slim : Cette coexistence du secteur de l'autoproduction et des structures capitalistes nous a paru naïve et nous avons cherché dans l'histoire comment se déroulaient les transitions. Nous avons étudié le passage au socialisme par la révolution bolchevique avec promesse de société sans État et sans classes, abolition de la monnaie, etc.. Or nous nous sommes retrouvés avec un État renforcé, la monnaie a perduré, même sous Staline les Soviétiques ont connu une économie de marchés parallèles et, au lieu de l'abondance promise, ils ont souffert de la pénurie.

Nous avons étudié le passage de l'économie soviétique à l'économie capitaliste : les réformateurs sont alors des descendants de l'école de Chicago, des fonctionnaires du FMI, des hommes politiques libéraux qui ont organisé la destruction des anciennes structures, les privatisations et la restructuration de l'économie. Mais finalement, on n'a pas créé dans la spontanéité une économie de marché mais plutôt une économie de réseaux : pas ou peu de contrats et règlements de comptes fréquents, ce qui ressemble à ce que Marx disait des conditions violentes de l'accumulation primitive du capital. On constate aussi que les monopoles privés ne sont pas plus efficaces que les monopoles publics. Sans oublier le coût social, considérable, des transformations opérées.

Marc Prieto : Quand il y a un choc systémique, il y a toujours des situations imprévisibles qui conduisent à des modes d'organisation que personne n'avait imaginés. Il en serait de même si les décroissants parvenaient à enclencher le processus qu'ils évoquent. Or ils décrivent un mouvement spontané d'accomplissement de leurs théories - sans imaginer par exemple que le secteur capitaliste pourrait inventer des stratégies hostiles au secteur de l'autoproduction.

■ Royaliste : Quelles sont vos conclusions ?

Assen Slim : Pour nous, la décroissance est une vraie



■ Manifestation du Parti de la décroissance qui a pris pour emblème l'escargot...

bonne idée. Il faudrait évoquer longuement les ouvrages de Jacques Ellul, d'Ivan Illich, d'André Gorz qui ont influencé les objecteurs de croissance contemporains, et les thèses de Nicholas Georgescu-Roegen qui a conçu l'idée de bio-économie et qui est considéré comme le fondateur du mouvement en faveur de la décroissance. Selon nous, les objecteurs de croissance nous montrent que la croissance n'est pas toujours la meilleure solution, qu'il y a nécessité de redistribuer autrement la richesse.

Toutefois, parce qu'elle porte en elle ses propres limites, la décroissance peut apparaître en définitive comme une vraie fausse bonne idée. D'abord, la virulence des objecteurs de croissance exclut tout débat : on est avec eux ou contre eux, il n'y a pas de solution intermédiaire. Cela s'explique probablement par une sorte d'idéalisation de la décroissance cette dernière devenant, par effet de ricochet, comparable à l'idéal des marchés parfaits des économistes libéraux, précisément décrié par le discours décroissant ! Par ailleurs, une société de décroissance infinie n'aurait pas plus de sens qu'une société de croissance infinie, sauf à faire tendre toute forme de vie vers l'annihilation. À cela, il faut ajouter que la société de décroissance n'échappe nullement à la loi de l'entropie (épuisement de la matière et de l'énergie).

Il ressort finalement que l'humanité dispose d'une certaine marge de manœuvre (Nicholas Geor-

gescu-Roegen) quant au choix de société qu'elle souhaite développer. En ce sens, la décroissance ne constitue qu'une option envisageable parmi une palette d'autres solutions possibles, sachant que toutes restent imparfaites car n'évitant pas l'épuisement *in fine* des ressources de la planète : économie de la fonctionnalité (possession de l'usage et non de la chose), écologie industrielle, commerce équitable, décroissance sélective des activités les plus nocives (industries d'armements, budgets mercatiques, etc.). Les choix pragmatiques, à défaut d'être optimaux, sont certainement les meilleurs.

Marc Prieto : Ce qui contribue à notre conclusion, c'est que les objecteurs de croissance s'attaquent à la croissance comme s'il elle procédait d'un modèle unique. Or les modèles et les régimes de croissance sont divers. Il peut y avoir une croissance à l'allemande, à l'anglo-saxonne, on peut concevoir la croissance dans le souci de la protection sociale et de la protection de l'environnement... Si le postulat de départ est de contester la croissance, on nie cette diversité et on ne peut pas avoir une approche précise de la croissance.

**Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS**

Assen Slim & Marc Prieto - « Consommer moins pour vivre mieux ? Idées reçues sur la décroissance », Le Cavalier bleu, prix franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

Y a-t-il un royalisme de gauche ?

La Toile, magazine de la Conférence Monarchiste Internationale diffusé sur internet, par SYLM depuis novembre 2007, ⁽¹⁾ se présente comme un « trimestriel monarchiste dépoussiérant » ouvert à toutes les traditions royalistes de la planète.

L'éventail des dossiers traités va de thèmes nationaux - Népal, Cambodge, Serbie, Belgique ou France, jusqu'à Jeanne d'Arc et... Tintin.

Le numéro (2) que nous feuilletons, outre qu'il répond bien à l'esprit de dialogue du *monarchisme pluriel* annoncé en exergue, nous a intéressé par son thème. Il s'agit des princes ou mouvements royalistes qui se sont engagés à **gauche** sur l'échiquier politique de leur pays. Le panorama que l'on croyait connaître s'enrichit de points de vue inattendus sur le PPM portugais et sa percée écologiste, l'aventure du socialisme monarchiste espagnol d'entre-deux guerres ou celle que poursuit encore, aux côtés du parti communiste et de l'extrême gauche basque, le Partido Carlista fondé par le prince Carlos-Ugo de Bourbon-Parme. Le sihanoukisme et son *socialisme bouddhique* nous est plus familier, mais il n'est pas courant de rappeler la tentation communiste des monarchistes russes exilés regroupés en mouvement *Jeune Russie*, les Mladorossi.

La France ne pouvait échapper à cet inventaire qui évoque la synthèse idéologique improbable et pourtant avérée, que Lagrange, Valois, Berth, Galland et leurs camarades tentèrent entre l'Action française de Maurras et la pensée de Sorel sous l'égide du Cercle Proudhon.

De même, le souvenir s'est effacé du MSM, *Mouvement Socialiste Monarchiste* qui tenta en décembre 1944, de ra-

nimer dans les cendres de l'AF les braises du christianisme social ; son organe portait le titre scandaleux de *Lys rouge*... dont la *Nouvelle Action royaliste* recueillit l'héritage. Une trop brève allusion est faite à *La Nation française* de Pierre Boutang, qui, sans pouvoir être qualifiée de gauche, ne manquait pourtant pas d'irrévérence à l'égard de la bourgeoisie.

À ce dossier français, Bertrand Renouvin contribue par un entretien où il rappelle que l'engagement royaliste est républicain. Il ne vise pas à unifier politiquement les citoyens, libres de s'adonner à leurs options particulières, mais à réunir la nation selon la tradition capétienne renouvelée par l'expérience gaulliste.

Ce cahier ménage une découverte, celle de *La Montagne blanche*, mouvement qui rassembla dans le Midi sous Louis-Philippe un courant populaire ouvrier légitimiste et catholique, qui milita pour le suffrage universel, le drapeau tricolore et l'appel au peuple, et finit, après plusieurs succès électoraux, étouffé à la fois par la condamnation du comte de Chambord et l'instauration de l'Empire. Ce royalisme était une provocation. Il le reste.

Luc de GOUSTINE

■ (1) Tous les numéros sont téléchargeables gratuitement sur internet : <http://latoile.monarchiste.com/?collec>

■ (2) *La Toile* nouvelle série - « Dossier Monarchistes de gauche », n° 9, hiver 2011-2011, (photocopies disponibles en noir et blanc au prix franco de 5 €). [Achat immédiat](#)

Diriger avec Aristote

Amis entrepreneurs et vous, directeurs des ressources humaines, laissez tomber les traités de management et plongez-vous dans la lecture d'Aristote en compagnie d'un bon guide !

Cette exhortation provoquera le sourire moqueur des gourous de la profession, qui pontifient depuis des décennies sur la *performance*, l'*excellence* et la *motivation* sans jamais faire le bilan de leurs vaticinations. Bilan négatif, attesté par l'augmentation des maladies professionnelles et des suicides au travail, qui s'explique principalement par l'application de préceptes philosophiques erronés - ceux de l'utilitarisme masqué par les discours *pragmatiques* et les formules creuses de la communication d'entreprise. Ce **prêt à gérer** exclut la réflexion philosophique, surtout si elle fait référence à l'Antiquité, au nom d'un modernisme qui *ringardise* tout ce qui est proche ou lointain passé.

Mais voici que cette modernité se démode sous l'effet de relectures de textes fondamentaux qui disqualifient les bricolages idéologiques de ces trente dernières années. Paul Jorion est revenu à Aristote pour comprendre la formation des prix (1), Pierre Sarton du Jonchay vient de publier une analyse du capital, du crédit et de la monnaie (2) inspirée par Thomas d'Aquin et Bernard Girard, docteur en philosophie et consultant en management, explique comment *La Politique*, *L'Éthique* à *Nicomache* et la *Rhétorique* peuvent redonner vie aux entreprises malgré les distances considérables qui nous séparent de la cité antique.

Contre la théorie de l'homme monstre d'égoïste soucieux de maximiser son plaisir et son profit, Aristote enseigne que l'homme est un animal politique, un être sociable qui cultive l'amitié. Bien entendu, l'homme peut être aussi un loup pour l'homme mais, tout de même, comment expliquer que des groupes puissent tenir ensemble sans qu'il y ait de coercition ? Comment expliquer le don de soi ou l'envoi d'argent à des personnes qu'on ne connaît pas lorsque survient une catastrophe ?

C'est de cette sociabilité qu'il faut partir pour comprendre les comportements des personnes au travail, leur relation à l'entreprise, leurs attentes, puis repenser les relations humaines hors des techniques de manipulation, de l'individualisation des salaires et de la **flexibilisation** de travailleurs aujourd'hui confrontés à toutes les formes de l'injustice.

Annette DELRANCK

■ (1) Paul Jorion - « *Le prix* », Éd. du Croquant, 2010, prix franco : 24 €. [Achat immédiat](#)

■ (2) Pierre Sarton du Jonchay - « *Capital, crédit et monnaie dans la mondialisation, économie de vérité* », L'Harmattan, 2011, prix franco : 49 €. [Achat immédiat](#)

■ (3) Bernard Girard - « *Aristote, leçons pour (re) donner du sens à l'entreprise et au travail* », Maxima - Laurent du Mesnil éditeur, 2010, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

Haine de la Chair ?

Prétendre que la haine de la Chair caractérise la période dominante de notre temps a de quoi surprendre beaucoup de monde. Comment ? Mais les corps ne s'étalent-ils pas en gloire dans toute la *presse people*, les sportifs n'exhibent-ils pas leur nudité athlétique sur des calendriers que l'on s'arrache ? Le plaisir sexuel n'est-il pas revendiqué comme un droit primaire dont on pourrait s'étonner qu'il ne figure pas dans les déclarations universelles. Oui ! Mais cela c'est l'image, et l'image est d'autant plus trompeuse qu'elle est d'évidence sans cesse trafiquée et remaniée. Si l'on creuse un peu en dessous de cette mise en scène, on a tôt fait d'en découvrir de belles ! Ce n'est pas la chair qui est exaltée, mais une représentation d'autant plus fantasmée que l'on a pris conscience de l'infirmité, de la précarité et de la dégénérescence des corps. C'est toute la thématique du dernier essai de Jean-Claude Guillebaud, qui poursuit inlassablement son enquête sur les tendances de fond de notre modernité et je suis persuadé qu'il a débusqué la plaie secrète de l'époque. Celle-ci n'aime pas l'humain, elle voudrait le remodeler et ensuite s'en émanciper, retrouvant ainsi l'antique obsession gnostique de la condamnation de la chair et de la construction d'un monde fictif, dégagé de toutes les malédictions.

Voilà plusieurs années que nous conversions épisodiquement de nos recherches et de nos perplexités. Que fallait-il penser de cette théorie des *gender* qui semblait renouveler les représentations et déterminer une révolution assez radicale des liens sociaux ? J'avais lu Judith Butler, sans doute la plus cohérente des critiques de l'essentialisme idéologique qui fixait la sexualité autour de la différence sexuelle homme/femme. J'avais renoncé à une étude sur le sujet, qui aurait alimenté un peu plus le farouche combat autour des nouvelles formulations de la sexualité. Jean-Claude Guillebaud persévérerait de son côté et je lui faisais confiance pour une élucidation supérieure. Mais au fur et à mesure que les mois passaient, la théorie des *gender* évoluait et Judith Butler elle-même en venait à remettre en cause ses premières constructions théoriques. Son extrémisme anti-essentialiste qui l'amenait à privilégier la figure du *drag-queen*, était devenu intenable. À force de vouloir faire sauter toutes les normes au profit d'un constructivisme absolu, c'est l'humain lui-même qui devenait impensable, avec tout le dispositif complexe de normativité qui lui donne quelque cohérence.

Bien sûr, notre philosophe déconstructrice ne s'est pas pour autant convertie à ce qu'elle dénonçait féroce-ment. Elle est entrée avec plus de discernement dans l'intelligence de ce que Pierre Legendre appelle les montages fictifs norma-

tifs sans lesquels notre humanité se dissout. Aussi ne fallait-il peut-être pas trop se presser d'entrer dans une bataille frontale avec le camp des *gender*. Il fallait attendre qu'il se heurte lui-même à ses propres impossibilités, et jusqu'à reconnaître la réalité d'un corps, qui était autre chose qu'un texte à rédiger à sa merci.

Mais Jean-Claude Guillebaud poursuit sa démonstration en indiquant que ce piège s'inscrivait dans un parcours beaucoup plus général, qui est celui de la tentation de la post-humanité, c'est-à-dire d'un remodelage de notre condition rendu possible par la puissance scientifico-technique. Le concept de *cyborg*, magnifié par Donna Haraway, est sans aucun doute la clé de cette projection utopique et terrifiante, même si elle se veut irénique, de fabrication d'une humanité évoluant entre l'organisme et la machine, et s'inscrivant dans un monde excluant la détermination sexuée, la genèse, la finalité et le salut. On a beau dire que tout cela relève des délires de savants fous, la vérité oblige à reconnaître que le mythe est au centre des cogitations de gens qui ne passent pas forcément pour des insensés et qui même parfois font partie de l'*establishment* le plus autorisé et le plus performant. Tout un programme s'affiche qui relève d'une logique implacable : « *les organismes génétiquement modifiés régleront le problème de la faim dans le monde ; un remodelage neurologique permettra de guérir les hommes de la violence qui les habite ; la vidéosurveillance fera disparaître la délinquance urbaine ; la banalisation de l'utérus artificiel parachèvera la libération des femmes ; le clonage rendra superflu les contraintes de la procréation sexuée. La technique, en somme, est vue comme une réponse beaucoup plus efficace que n'importe quel volontarisme politique ou même que le patient effort éducatif pour civiliser les mœurs.* »

par Gérard Leclerc



Ce qui semble surréaliste dans cette sur-modernité est propulsé dans l'ordre du possible et de l'objectif dans un cadre généralisé, qui correspond à la dynamique de la globalisation. Dans l'univers du numérique, des nanotechnologies, de l'intelligence artificielle, mais encore la marchandisation des normes juridiques, tout ramène à une mutation de civilisation où l'humain s'évanouit. On peut certes penser que ces sombres analyses risquent de nous terrifier plus que nous mobiliser. Mais le problème ne consiste-t-il pas, par priorité, à en revenir à la définition sensible d'une humanité à faire vivre et sans doute à sauvegarder ?

Jean-Claude Guillebaud termine sa réflexion sur une sorte de manifeste érotique dont l'image de sa couverture suggère la chatoyante séduction. Mais attention, il ne s'agit pas de plaider ainsi pour les fantaisies du *cavaliere* ! Sa meilleure référence philosophique est à mon sens celle de Michel Henry, cet immense philosophe qui, mieux que tout autre, nous a appris que la barbarie moderne consiste dans le déni de la Chair, celle qui au-delà de tous les artifices, nous confère l'honneur, le jouir et le pàtir d'être des hommes et des femmes.

■ Jean-Claude Guillebaud - « *La Vie vivante – Contre les nouveaux pudibonds* », Les arènes, prix Achat immédiat | franco : 23,50 €.

Spirou

Quelle fut la guerre de Spirou ? C'est à cette question que répondent Schwartz et Yann avec cet album aux couleurs vives. Depuis un peu plus d'une décennie, des auteurs reprenant le flambeau ressuscitent des personnages de la B. D. belge classique. Ils le font avec fidélité, mais souvent en donnant aux intrigues une légère note de modernité, les situant dans la tonalité intellectuelle de notre époque étrange.

Bruxelles 1942. Spirou travaille toujours au *Moustic Hôtel* devenu le Q. G. de la Gestapo. Fantasio journaliste au *Soir*, réquisitionné, végète. Tous deux s'accusent mutuellement de collaborer avec l'occupant. En fait tous deux résistent, Spirou dans le cadre de la Résistance, Fantasio plus individuellement.

Une arme secrète détruisant les avions en vol surgit. Quelle est cette arme ? C'est ce que Résistants et Allemands cherchent à savoir avant de se l'approprier pour leur camp respectif. Avec cet album, truffé de clins d'œil discret à Hergé, la période de l'Occupation avec ses petites ambiguïtés, son héroïsme et ses zazous revit. Il y a les bons et les mauvais et entre les deux une population qui attend que la catastrophe passe en tentant de se nourrir au mieux. Les chats finissent en civet.

Retrouverons-nous Spirou confronté à une période de l'histoire ou dorénavant fidèle à lui-même caracolera-t-il dans de folles aventures rocambolesques aux quatre coins du monde ? C'est ce que diront les prochains albums.

Bruno DIAZ

📖 Schwartz et Yann - « *Le groom vert-de-gris* - Une aventure de Spirou et Fantasio », Dupuis, prix franco : 16,50 €. [Achat immédiat](#)

À la cour et à la ville

Neuvième tome des enquêtes du commissaire Nicolas Le Floch, troisième saison en DVD, la fin 2010 voit un retour éblouissant du XVIII^e siècle dans notre modernité.

L'auteur de ce succès n'est autre qu'un diplomate de carrière qui vient de prendre sa retraite après trente-sept ans de bons et loyaux services, Jean-François Parot. L'occasion, cinq hivers bulgares entre 1994 et 1999 qui lui permirent de faire publier en 2000 ses deux premiers romans, *L'énigme des Blancs-Manteaux* et *L'homme au ventre de plomb*. L'ambassade à Bissao (ex-Guinée portugaise) depuis 2006 lui laissait le temps, entre deux coups d'État ou assassinats présidentiels, de mitonner les trois derniers dont l'intrigue se passe désormais au début du règne de Louis XVI : *Le cadavre anglais*, *Le noyé du grand canal* et enfin *L'honneur de Sartine*.

Parot, étudiant en Histoire à la Sorbonne en 1968, où il travaillait sous Roland Mousnier à un mémoire sur les structures sociales à Paris entre 1780 et 1785, a émerveillé ses lecteurs et les critiques sur sa connaissance du Paris pré-révolutionnaire. Mais il a voulu que son héros, commissaire au Châtelet, fût aussi marquis de Ranreuil, noble breton né à Guérande. In vraisemblance ? Peut-être mais cela permet à l'auteur de lui faire passer presque autant de temps à Versailles qu'à Paris. Dans les derniers ouvrages, on ne compte plus les allers-retours de la ville à la cour où il

a accès direct au roi. Le polar vire alors à Saint-Simon.

L'intrigue est compliquée, riche en rebondissements et conclue par un dénouement inattendu, dans les règles de l'art. Mais parfois on en a oublié le fil avant la fin, tant il y a de pauses - déjeuner ou dîner (car Parot est maître de cuisine), mais aussi de subtilités politiques à la Cour - luttes de faction, dans le dernier tome : Necker contre Sartine, les finances contre la marine - sur fond de politique internationale - les espions anglais pullulent car nous sommes en guerre en Amérique. L'ambassadeur refuse de se laisser aller à sa pente naturelle de la diplomatie. Il veut le seul divertissement pour le public le plus large. Mais l'intrigue, qui parfois se sert de la politique, ici n'en est de plus en plus que le prétexte. Et ce sera de plus en plus difficile à mesure que l'on s'approche de la Révolution.

Le dernier tome se passe en 1780. Huit ou neuf ans nous séparent de la prise de la Bastille. À un tome par an, et à une année par tome, cela nous laisse du temps. On sent que Parot n'est pas pressé, car ce n'est pas dans le ton de la série qui se veut prime-sautière, mais aussi nostalgique d'un monde qui disparaît, monde de goût, à commencer par l'usage de la langue du Grand Siècle qu'il fait revivre,

mais aussi monde d'honneur, où le service de l'État est la valeur suprême, clairement reconnue à travers le service du roi. Parot, qui y a consacré toute sa vie professionnelle, ici se révèle plus moderne mais il tord le cou à certains clichés de la représentation biaisée de ce siècle et de ce que l'on appelle depuis, l'Ancien Régime.

L'auteur, depuis sa retraite bretonne, concocte le dixième tome. Il est parvenu comme son héros à un tournant de sa vie sur laquelle il jette un regard mélancolique. Mon impression est qu'il est trop doux, trop humble de cœur et trop homme d'ordre pour sauter à pieds joints dans la fange de l'apocalypse révolutionnaire qui va violemment emporter son monde et ses acteurs. Certes il connaît la populace remuante des faubourgs et sait décrire dans leur propre langue les plaintes des pauvres, et la police poursuit son œuvre à travers les régimes, les guerres et les révolutions, mais pour Fouché il y a déjà Balzac et Victor Hugo !

Dominique DECHERF

📖 Jean-François Parot - « *L'honneur de Sartine* », coll. *Les enquêtes de Nicolas Le Floch*, éd. J.-C. Lattès, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

**Soutenez
notre action :**

**Adhérez à
la N.A.R.**

40^e Anniversaire

Il est encore temps de s'inscrire...

Comme nous vous l'avons dit, c'est à bord d'une péniche que nous fêterons le samedi 9 avril prochain le 40^e anniversaire de notre mouvement et de notre journal. Nous avons l'ambition d'y rassembler autour d'un buffet-dîatoire non seulement lecteurs, adhérents ou sympathisants mais aussi compagnons de route et invités de nos Mercredis de la NAR dans l'ambiance chaleureuse et amicale qui caractérise nos réunions.

C'est à partir de 20 h que la péniche sera ouverte et que nous vous accueillerons. Elle sera amarrée Quai de Grenelle, à deux pas du métro, et on disposera aussi d'un parking gratuit devant la péniche ([plan d'accès téléchargeable sur notre site internet](#)).

Pour des raisons d'organisation pratique nous vous demandons de **vous inscrire à l'avance** (par courrier ou [sur notre site internet](#)). Une participation aux frais du buffet-dîatoire est demandée : 25 € tarif normal, 10 € pour étudiants, chômeurs ou personne en difficultés financières.

Participer à cette soirée ne sera pas seulement passer un moment agréable entre amis et fêter un anniversaire, mais c'est aussi marquer sa solidarité au moment où des menaces sérieuses d'expulsion pèsent sur les locaux de la NAR.

Nous comptons sur vous !

S'inscrire

Yvan AUMONT

CONGRÈS 2011

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **9 et 10 avril 2011**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande [ou téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**La spéculation financière**" et, d'autre part, "**Le statut de l'étranger en France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

Attention ! La réunion initialement prévue le 30 mars avec Lorant Deutsch est reportée au mercredi 25 mai.

● **Mercredi 30 mars** - Maire de Yerres dans l'Essonne depuis 1995 et député depuis 1997, **Nicolas DUPONT-AIGNAN** a annoncé sa candidature à la présidence de la République et mène une campagne active, clairement située dans la tradition gaulliste. C'est pour préciser ses refus et son projet politique que Nicolas Dupont-Aignan publie un livre qui dénonce « **L'arnaque du siècle** » : celle qui est le fait, insupportable, de l'euro, des banquiers et de la mondialisation. Le carcan de l'euro est dénoncé, le racket organisé par les banques expliqué, le scandale de France-Trésor révélé, les manœuvres de l'oligarchie sont dévoilées.

Cette critique n'est pas désespérée. Au contraire, le candidat à l'élection de 2012 montre comme la sortie de l'euro redonnera à la France sa liberté d'action, lui permet-

tra de retrouver la croissance et de bâtir une véritable Europe des nations. C'est selon cette perspective que nous ouvrirons le débat avec notre invité.

● **Mercredi 6 avril** - Économiste, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et à l'Université de Moscou, **Jacques SAPIR** nous présente régulièrement ses ouvrages théoriques et les essais qu'il consacre à l'économie et à la géopolitique. Il vient de publier un nouveau livre, consacré à « **La mondialisation** ». La mondialisation heureuse ne fut qu'un mythe pauvre, que la crise économique et financière a réduit à néant mais qui ne fut jamais qu'une illusion car les grandes puissances n'ont cessé d'avoir les moyens de leur domination. Aujourd'hui, on constate que le FMI a besoin des États nationaux et que les gouvernements ont besoin des administrations publiques pour mettre en œuvre leurs stratégies qui restent, paradoxalement, ultralibérales.

Dans la ligne de ses précédentes études, Jacques Sapir propose les voies d'une démondialisation qui devra s'accomplir grâce à une nouvelle organisation du commerce et des relations financières internationales.

● **Mercredi 12 et 20 avril** - Pas de conférence en raison des vacances de printemps.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Les jours d'après

Le 19 mars, lors du déclenchement des opérations militaires dans le ciel libyen, on entendait déjà chanter victoire à Paris. C'est trop tôt. Et il faut s'entendre sur la signification du mot.

Les conditions de l'intervention militaire en Libye ont été précisément fixées par le Conseil de sécurité des Nations unies qui invite les États Membres à « *prendre toutes les mesures nécessaires* » pour « *protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque* » mais exclut « *le déploiement d'une force d'occupation étrangère sous quelque forme que ce soit et sur n'importe quelle partie du territoire libyen* ». Le gouvernement français agit selon le droit, ce qui n'était pas le cas lors de la guerre d'agression menée en 1999 contre la Yougoslavie. Et l'Armée française n'est pas en train de faire *la guerre de Nicolas Sarkozy et Bernard-Henri Lévy*, comme on a pu le craindre lorsque le supposé président prit des initiatives humiliantes pour le ministre des Affaires étrangères, à l'instigation d'un prétendu philosophe de passage à Benghazi.

Voilà qui est clair, mais la suite ne l'est pas. Le colonel Kadhafi peut renoncer et nous serons heureux que les Libyens soient enfin soulagés du poids de sa dictature. Il peut aussi tenir, malgré les bombardements, face à des insurgés faiblement armés : on aboutirait alors à la division de la Libye selon une ligne de cessez-le-feu que l'ONU aurait à préserver. Il faut espérer que ces risques ont été sérieusement mesurés à

Paris, à Londres, à Washington. Il faut souhaiter que l'intellocratie parisienne se garde de trop invoquer les droits de l'homme : à Bahreïn, base de la V^e flotte américaine, la majorité chiite opprimée par les sunnites et leur émir avec le concours des Saoudiens ne fera pas l'objet de mesures de protection (1). Et il faut se soucier des conditions politiques de la liberté et de la paix civile, qui doivent être le résultat durable d'une guerre bien menée.



De ce point de vue, les précédentes interventions militaires ont été des échecs : l'Irak n'est pas sorti de la guerre civile et connaît une partition de fait depuis l'apparition d'un Kurdistan ; la Bosnie-Herzégovine reste une entité fragile sous protectorat ; le Kosovo est un territoire hors du droit international, dirigé par une administration pour le moins suspecte et subissant une partition de fait. Ces interventions étaient conçues et exécutées par une Amérique encore impériale qui diffusait en tous lieux son discours sur les droits de l'homme, la promotion de *l'économie de marché*, la décentralisation et la démocratie parlementaire. Ces propos

étaient sympathiques, mais inopérants car ils ne tenaient compte ni de l'histoire, ni de la sociologie propres aux nations et aux entités en voie de constitution. Des intellocrates parisiens et des experts autoproclamés ont repris ces thèmes avec une arrogance proportionnelle à leurs ignorances... Mais nous entrons dans une nouvelle période.

Quant aux révolutions de Tunisie et d'Égypte, je plaide pour la prudence dans l'analyse et dans les conseils que nous serions tentés de donner (2). Nous assistons dans plusieurs pays arabes à des mouvements populaires d'affirmation nationale qui détruisent les schémas sur l'islamisme et sur le « monde musulman ». Si la nation est bien le lieu d'expression de la liberté retrouvée, c'est la question de l'État qui va se poser : organisation des pouvoirs mais aussi conditions pratiques de l'exercice de la justice, de la garantie des libertés publiques, du fonctionnement des services publics et de la réorganisation de l'économie nationale. C'est dire que les nouveaux États nationaux auront avant tout besoin de crédits et, s'ils le veulent, d'aide à la mise en œuvre de plans de développement capables d'assurer la prospérité collective et le bien-être individuel, loin de la sauvagerie ultra-libérale. Il ne faut pas compter sur les oligarques européens, ni sur le FMI, pour favoriser ces révolutions économiques et sociales.

Bertrand RENOUVIN

(1) Nous ne sommes pas systématiquement partisans des monarchies établies : si un pouvoir politique ne bénéficie pas ou plus de l'adhésion populaire, condition de sa légitimité, il perd sa raison d'exister.

(2) Cf. la chronique publiée sur mon blog : « *Révolutions : gare aux experts parisiens !* » : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2912>